

«Il est nécessaire d'agir dans le domaine des diplômes numériques»

À la demande de l'association eCH, Ben Hüter a réalisé une analyse de potentiel dans le domaine de l'éducation visant à mettre en évidence les opportunités et les freins à la normalisation des données en la matière. Au cœur de cette problématique se pose une question: où les normes apportent-elles une réelle valeur ajoutée aux apprenants, aux établissements de formation et aux employeurs? Nous nous sommes entretenus avec l'auteur à propos de ses constatations, des diplômes numériques à la vision d'un «Swiss Skills Pass».



Monsieur Hüter, quel était votre questionnement au moment d'amorcer l'analyse du potentiel? Quelle était la priorité identifiée en termes de besoins potentiels de normalisation dans le domaine de l'éducation?

Ben Hüter: Je voulais faire ressortir les domaines présentant aujourd'hui les lacunes les plus graves en termes de données générées dans le secteur de l'éducation et dans lesquels la normalisation pourrait apporter une réelle valeur ajoutée. Suite à plusieurs entretiens menés avec des personnes à des postes clés du secteur de l'éducation, il est apparu que parmi toutes les thématiques, les diplômes numériques – autrement dit les diplômes, certificats et autres attestations de compétences – était bien celle où la nécessité d'intervenir était la plus urgente. Il en va en effet de la sécurité et de la protection contre la falsification d'une part, et de la mobilité des apprenants et des travailleurs à travers les institutions et les frontières d'autre part.

Outre ces entretiens, vous avez également eu des discussions informelles avec des acteurs des milieux de l'administration et de l'économie. À quelle méthode avez-vous eu recours afin d'obtenir une vue d'ensemble aussi exhaustive que possible?

J'ai discuté avec des acteurs clés issus de tous les domaines pertinents de l'éducation, des établissements d'enseignement supérieur aux organismes de formation professionnelle, en passant par les fédérations patronales et les opérateurs EdTech. L'objectif était certes d'aborder

les questions techniques, mais également de mieux comprendre les enjeux pratiques du quotidien. Les principales questions étaient les suivantes: Où le bât blesse-t-il? Où constate-t-on des ruptures de média? Et dans quels domaines la normalisation est-elle réaliste et compatible avec les initiatives déjà en place?

Quels résultats vous ont le plus surpris? Y a-t-il eu des conclusions auxquelles vous ne vous attendiez pas?

J'ai été surpris par le nombre d'initiatives parallèles déjà existantes. Des projets pilotes avec des diplômes numériques aux processus intégralement numérisés, du diplôme numérique aux instruments de validation numériques correspondants. J'ai également été très étonné de voir à quel point nombre de pays européens étaient déjà bien engagés sur la voie de la numérisation dans le domaine de l'éducation. La Suisse ne figure clairement parmi les meilleurs élèves en Europe. Si certaines institutions travaillent bien à l'élaboration de solutions, l'absence de normes communes fait peser le risque d'une fragmentation marquée, qui finit par porter préjudice aux utilisateurs.

Où voyez-vous le plus fort potentiel de normalisation dans le domaine des diplômes numériques dans notre pays?

Très clairement dans les «grands diplômes», autrement dit les CFC, AFP, diplômes de maturité, bachelors, masters et toute une liste d'autres diplômes fédéraux. Cela passe par des formats numériques uniformes, à l'épreuve de la falsification, reconnus au niveau national et qui restent compatibles au niveau international. Autre domaine majeur, les fameux microcredential – de petits certificats standardisés – et les modules, qui prennent une place toujours plus importante dans le paysage actuel de l'éducation pour l'apprentissage tout au long de la vie. Dans un second temps, on pourrait même envisager une représentation numérique des différentes compétences (ou skills) acquises au cours de la formation, de manière à fournir aux utilisateurs une vue d'ensemble de leur palette de compétences. Cela marquerait également un véritable progrès pour les employeurs.

Dans votre analyse, on trouve aussi des exemples de l'étranger. Quelles approches seraient selon vous particulièrement adaptées au contexte suisse?

L'Europe est très intéressante, en ce qu'elle permet une comparaison à l'échelle du continent. L'Estonie, où les diplômes sont déjà entièrement numérisés et disponibles sur un portail centralisé vaut elle-aussi la peine que l'on s'y attarde. La Suisse peut y apprendre comment opérer une infrastructure sécurisée et conviviale pour les utilisateurs. Et en même temps, une chose est claire: la Suisse a besoin d'une solution qui lui soit propre et adaptée au système fédéral, à savoir de normes compatibles avec les initiatives européennes, mais qui, autant que faire se peut, tiennent compte de notre paysage éducatif fédéral. Au vu des nombreux intérêts et besoins à prendre en compte, le défi est de taille.

Vous dressez un tableau d'avenir avec un «écosystème suisse des compétences» et un possible «Swiss Skills Pass».

Dans quelle mesure jugez-vous réaliste la mise en œuvre de telles visions, et quel rôle les normes seront-elles amenées à jouer dans ce contexte?

C'est une vision ambitieuse, mais aussi tout à fait réaliste – à partir du moment où nous procédons par étapes. Il est donc important d'effectuer pour ce faire autant de recrutements que possible pour ces postes clés. La première mesure serait donc d'établir une norme pour les grands diplômes. Sur cette base, il est possible d'intégrer des microcredentials et des compétences. Les normes sont essentielles à cet effet: elles font en sorte que les multiples initiatives individuelles deviennent interoperables ou propices à la coopération et que les documents soient valables au-delà des limites des institutions et des can-



tons. Sans normes, les solutions demeurent cloisonnées, et personne n'est plus avancé.

Où voyez-vous la plus belle opportunité pour eCH d'apporter une véritable valeur ajoutée aux apprenants, aux établissements d'enseignement et aux employeurs grâce à son travail de normalisation?

C'est dans la définition de formats et d'interfaces communs, autrement dit le travail de base global dont ont besoin tous les acteurs pour assurer la compatibilité de leurs systèmes, que l'eCH peut avoir un impact maximal. Si, à l'avenir, les apprenants et les étudiants pouvaient produire leurs diplômes sous une forme numérique normalisée, cela se traduirait par un gain d'efficacité pour les employeurs, un allègement de la charge administrative des établissements d'enseignement et, pour les étudiants, par davantage de transparence et de contrôle sur leurs propres données. Ce représenterait une véritable valeur ajoutée pour notre pays!

eCH conçoit des normes dans le domaine de la cyberadministration. Dans un souci de rendre plus efficace la collaboration entre les autorités, les entreprises et les particuliers. eCH met l'accent sur la coopération entre partenaires privés et publics. Les groupes spécialisés veillent à ce que les normes soient élaborées avec une grande qualité, libres de tout intérêt personnel.